



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

*l'étincelle**

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 23 octobre 2017

Harcèlement sexuel :

Lever l'omerta partout... y compris au travail

Interpellé sur l'affaire Harvey Weinstein lors de son « Grand entretien », le 15 octobre sur TF1, Macron a versé une larme de circonstance sur les violences subies par les femmes au quotidien. Dans un élan de courage politique, il s'apprête... à retirer à Weinstein sa légion d'honneur. Tremblez violeurs de par le monde... Sûr qu'avec des amis comme Macron, les femmes n'ont pas besoin d'ennemis !

Police partout, justice nulle part

Mis au pied du mur, Macron a promis une loi sur le harcèlement sexuel pour 2018. Au passage, il en a profité pour faire passer la pilule de la création d'une « police de la sécurité du quotidien », pourtant dans les cartons depuis longtemps. Mais qui peut croire qu'il sera mis un coup d'arrêt au harcèlement de rue grâce à plus de policiers dans le métro ? Quand bien même il serait possible de saisir « l'outrage sexiste » en flagrant délit – peu de chances –, que fera cette police qui, aujourd'hui, refuse si souvent de prendre les plaintes de victimes de viols, quand, à l'occasion, ce ne sont pas des policiers qui s'en rendent eux-mêmes coupables ?

Comme par hasard, pour Macron, c'est dans « les quartiers les plus difficiles », que se passerait l'essentiel du harcèlement... C'est faux ! S'il y en a là comme partout, le multimillionnaire Harvey Weinstein ne sévit pas, qu'on sache, dans les ghettos pauvres de Los Angeles ! L'actualité récente et toutes les études montrent en réalité que harcèlement et violences sexuelles ont lieu dans tous les milieux. C'est cracher sur ce malaise quotidien des femmes que de l'utiliser comme prétexte à des fins sécuritaires et racistes pour renforcer les contrôles au faciès et les interpellations.

#BalanceTonPatron

Macron s'est gardé de pointer du doigt le fait que 25 % des agressions sexuelles ont aujourd'hui lieu au travail : une femme sur cinq est victime de harcèlement au cours de sa vie professionnelle. Là aussi, suite à l'affaire Weinstein et le fil twitter #MeToo (« Moi aussi »), la parole s'est libérée, en tout cas sur les réseaux sociaux. Jusqu'en France, avec #BalanceTonPorc.

Un remarquable retour à l'envoyeur, balancé comme un direct du droit, où des femmes racontent les violences et le harcèlement sexuels au travail, commis en général par un chef ou un patron. Et c'est au quotidien qu'elles ont à se défendre des mots obscènes, des mains aux fesses, des agressions... et ce face à la hiérarchie, à la menace de représailles ou de la perte de leur emploi.

Quelle hypocrisie de la part du gouvernement, qui part soi-disant en guerre contre le harcèlement sexuel alors même qu'il vient de supprimer une des faibles garanties légales pour combattre, entre autres, le harcèlement : le CHSCT. Derrière la façade féministe, les gouvernements successifs ont une grande part de responsabilité dans le fait que les femmes sont payées en moyenne 24 % moins que les hommes, que le droit à l'avortement est remis en question par la fermeture des centres IVG, que moins de 2 % des affaires de viols aboutissent à une condamnation, et l'on en passe.

En France, au XXI^e siècle, 84 000 femmes sont violées chaque année et les violences sexuelles font partie de leur vie quotidienne. La société capitaliste s'appuie sur cet assujettissement des femmes, l'utilise pour diviser les opprimés, les travailleurs et donc, en fin de compte, **l'organise**, avec l'appui des religions quelles qu'elles soient qui ont toujours rendu les femmes responsables du péché... et aujourd'hui coupables de la sexualité des hommes.

Les femmes ne sont ni un gibier pour libidineux, ni un trophée qu'on ramasse quand on a le pouvoir. L'heure est à se défendre collectivement contre ces hommes en position de profiter du pouvoir conféré par une société d'exploitation, et à se battre, en tant que femmes et en tant que travailleuses, contre ce système qui carbure à notre asservissement.

Un combat de tout le monde du travail !

« *Je sous-traite donc je suis* »

La DEA-TM fait appel à nous par mail pour trouver un slogan qui la rendrait plus « attractive ». C'est sûr qu'en continuant de sous-traiter petit à petit tous les ateliers, les bancs moteurs et les bancs à rouleaux, les chefs ont du mal à convaincre des salariés d'y venir.

Ses formules marketing, la direction peut se les garder. C'est pas ça qui remplacera les 300 euros en plus par mois qui manquent sur nos feuilles de paye, qu'on bosse chez Renault ou dans les sociétés de prestation.

Kim Jong-Ghosn, grand leader infallible

Les médias internes nous apprennent que des jeunes embauchés, triés sur le volet, ont pu poser des questions, triées sur le volet, au chef suprême Carlos Ghosn après une journée récréative. D'après le compte-rendu de la com', ceux-ci n'ont pu cacher leur enthousiasme devant la « vraie vision » et les « réponses claires et précises » du grand timonier qui a toujours raison.

Mais plus fort encore, un embauché déclare : « *Quelle maîtrise des sujets ! Il a répondu à ma question avant que je ne la pose* ». Eh oui ! Notre guide suprême a en plus des talents de divination : n'est-ce pas lui qui avait prédit en 2011 que Renault-Nissan aurait vendu 1,5 million de véhicules électriques en 2016 (contre 250 000 en réalité) et qui jusqu'à peu prévoyait que les hybrides n'avaient pas d'avenir (avant de s'orienter vers 20% d'hybrides chez Renault en 2022) ?

« *En r'tard ! En r'tard ! Je suis en r'tard !* »

Les retards commencent à s'accumuler sur les projets et la direction envisagerait de reculer des sorties de véhicules. Est-ce que c'est pour cela qu'elle a décidé d'avancer les pendules des téléphones fixes d'une heure ? En essayant de gagner une heure de travail par semaine, espère-t-elle que les projets seront à l'heure en 2020 ? « *Sur un malentendu* »... ils espèrent peut-être conclure !

Pour nous, il est temps de lui remettre les pendules à l'heure en faisant sonner le réveil des luttes.

Fraude chez Nissan : « experts » et sales affaires

La semaine dernière, Nissan annonçait stopper la production de ses usines au Japon pour 2 semaines à cause de contrôles non conformes sur les véhicules. Depuis plus de 20 ans, Nissan arnaque ses clients en vendant des voitures qui étaient certifiées par des experts non agréés. Pour réduire les coûts, Ghosn et ses prédécesseurs rognent sur les contrôles de qualité, en se mettant bien sûr toujours plus de profit dans les poches.

Mais attention, toute ressemblance avec une autre affaire de contrôle « non conforme » chez Renault est une pure coïncidence...

Intérimaires en grève, une lutte contagieuse ?

Jeudi dernier, une petite centaine d'ouvriers (dont une bonne moitié d'intérimaires) de l'usine PSA La Janais (Rennes) a débrayé et défilé dans les ateliers pour revendiquer des meilleurs salaires et une prime de panier. Face au silence de la direction, ils ont continué la grève vendredi. En juin, c'était à PSA Sochaux que les intérimaires étaient en grève contre les cadences infernales et les salaires ridicules. Dans l'automobile comme ailleurs, les patrons utilisent tout ce qu'ils peuvent pour précariser et diviser les travailleurs : qu'on soit intérimaire, prestataire, CDD ou CDI Renault, on a tous les mêmes intérêts et on est plus fort en les défendant ensemble ! Alors ces débrayages dans les usines pourraient bien donner des idées à tous...

L'argent du beurre et le sourire du spéculateur

Une pénurie de beurre en Europe au XXIe siècle ? Et ce serait à cause de l'augmentation de la demande chinoise et d'une production insuffisante de lait liée à la fin des quotas laitiers ? À l'heure où les stocks de matières premières s'échangent des mois à l'avance sur les marchés financiers, les industriels veulent nous rouler dans la farine en nous faisant croire qu'ils ne pouvaient pas prévoir !

En vérité, pas de nouvel ingrédient dans cette crise du beurre : les prix des grandes surfaces sont renégociés tous les ans tandis que celui de la tonne de beurre augmente progressivement, les industriels du beurre ont donc intérêt à vendre le plus cher possible leur marchandise à l'étranger ou aux entreprises de transformation agroalimentaire, pendant que des spéculateurs jouent sur les stocks et font monter les enchères pour faire leur... beurre.

Rien de neuf dans le système capitaliste c'est toujours « tout pour le profit » !

Réformes fiscales : c'est open-bar pour les riches

Mardi 17 octobre, l'Assemblée a voté les cadeaux 2018 aux riches : 3,5 milliards d'euros de rabais sur l'ISF, 1,9 milliard de réduction de l'impôt sur les revenus du capital, via un impôt forfaitaire. Qui dit mieux ? À cela s'ajoutent 10 milliards à rembourser aux actionnaires après l'annulation par le Conseil constitutionnel de la taxe de 3 % sur les dividendes. Et comme il fallait bien justifier tout ça, Macron nous a expliqué que les riches sont les « premiers de cordée », qui tirent le reste du groupe.

Pendant que les milliardaires se prennent pour des guides, ce sont les porteurs qui paient... jusqu'au moment où on larguera les amarres !